



UNE PRÉPARATION INÉDITE AU LFM



C'EST QUOI L'ONU ?



A NEW WAY OF FARMING?



DÉCOUVREZ TOUS LES AUTRES ARTICLES !



LYCÉE FRANÇAIS DE MADRID

LE JOURNAL DU NUMAD



PHOTOGRAPHIE DES PRÉSIDENTS DU NUMAD 2017 © LÉA NAKACHE

LES PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS SONT HEUREUX DE VOUS ACCUEILLIR AU NUMAD 2017 !

C'est avec impatience et excitation que l'équipe journalistique du NUMAD 2017 vous livre ce Journal du NUMAD. Celui-ci s'adresse aux participants qui pourront y découvrir les commissions et leur thème. Nos journalistes se sont formés à l'écriture d'articles, à l'audiovisuel, (montage vidéo et radio) et à la photographie afin de décrypter les prochains débats, autour de la problématique de cette sixième édition du NUNMAD : "Comment régler aujourd'hui les problèmes de demain ? ».

Pernette Léger et Nil Duch

Club MUN

“Le combat est gagné ou perdu bien avant de monter sur le ring, le vrai combat est dans le gymnase et sur la route lorsque je vais courir.” disait Mohamed Ali. En effet, l’entraînement est primordial avant de se frotter à ses adversaires. C’est pourquoi, les élèves du LFM (Lycée Français de Madrid) participant à des MUNs ont pu profiter pour la première fois cette année du MUN club : une séance hebdomadaire de débats et de préparation au NUMAD.

Ce soir, le débat porte sur le développement durable, mais peu de délégués sont concernés par le sujet. Il faut avant tout réfléchir aux intérêts de son pays et travailler la méthode. Les présidentes du jour répondent aux interrogations des délégués et corrigent des erreurs de forme : elles doivent souvent rappeler de ne pas utiliser la première personne. Pas de problème, on est là pour apprendre. “Les délégués doivent apprendre l’aisance à l’oral, nous indique Julie, une des présidentes, mais également à manipuler leurs arguments pour convaincre. C’est l’occasion de guider les délégués”. Voilà qui n’est pas facile. Pendant que la Chine et le Pakistan s’opposent au sujet du financement, le délégué des Etats-Unis reçoit des conseils pour composer avec la position de l’administration Trump. Enfin, on explique que l’objectif est de trouver un consensus, mais pas facile d’accepter de céder !

Le MUN club doit aussi donner des méthodes aux délégués. “J’ai appris à rédiger des amendements, je me suis améliorée dans le débat, s’enthousiasme Isabelle, cela m’a aidé à structurer”. Les présidentes aussi s’entraînent : “C’est une occasion pour nous de réviser la procédure”, nous dit Julie. Et le club prépare aussi au débat en langue étrangère : les délégués ont bénéficié en décembre d’un cours d’anglais spécifique et sont aujourd’hui attendus pour s’exprimer dans la langue de leur commission.

Les élèves du LFM peuvent donc attaquer le NUMAD avec confiance. Ils ne sont pas les seuls, de nombreux autres lycées ont proposé ce genre de formation...

Yohann Bucas



L'ONU, une organisation complexe

Aujourd'hui, la position et l'organisation même du Conseil de Sécurité des Nations Unies font débat : l'ONU est jugée incapable de répondre aux problématiques et enjeux géopolitiques du monde actuel.

Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies, a par ailleurs déclaré le 12 décembre 2016 : " Il est temps pour l'ONU de reconnaître ses insuffisances et de réformer la manière dont elle fonctionne".

C'est quoi... l'ONU (Organisation des Nations Unies) ?

L'Organisation des Nations Unies est une institution somme toute assez récente puisque née après la Seconde Guerre mondiale, et remplaçant le système défaillant de la SDN - Société Des Nations.

La première assemblée de l'ONU a eu lieu dans la ville de San Francisco, le 26 avril 1945, et les 50 pays présents ont adopté la charte promettant la paix et exigeant à chacun des pays de défendre, respecter et appliquer les droits de l'Homme.

L'idée était belle, prometteuse et visait à empêcher une Troisième Guerre Mondiale...Elle y est parvenue. Cependant, de nos jours, elle rencontre des difficultés dans l'application et le respect de certaines résolutions votées. Certains pays ou organisations commencent à douter de l'efficacité et de la légitimité de son Conseil de Sécurité.

C'est quoi... le Conseil de Sécurité des Nations Unies ?



Le Conseil de Sécurité compte 15 États membres disposant chacun d'une voix lors des votes; 5 des membres sont permanents (la France, les États-Unis, la Chine, la Russie et le Royaume-Uni) tandis que les 10 autres sont élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de 2 ans.

Au regard de la Charte de l'ONU, tous les États Membres sont tenus de maintenir la paix et la sécurité internationale, tout en appliquant les décisions du Conseil. Il est le seul habilité à imposer des sanctions, voire à autoriser l'emploi de la force pour maintenir ou rétablir la paix ou la sécurité dans un pays.

Pourtant, le Conseil de Sécurité invitera en premier lieu les différents partis en désaccord à s'exprimer pour tenter de résoudre les conflits de manière pacifique plutôt que de déployer des troupes ou de prendre toutes mesures de sanction sans avoir au préalable saisi les enjeux de ces actions.

Cependant, si l'un des 5 États membres est contre l'une des décisions du Conseil, il a la possibilité d'user de son droit de veto qui lui permet de la bloquer irrémédiablement, quelle que soit l'opinion du Conseil.

Et, entre autres, c'est principalement ce droit spécial qui est vivement critiqué aujourd'hui... d'où ce projet de réforme !

C'est quoi... la réforme ?

1997: Plan Razali, première proposition concrète de réforme. Création de 5 sièges permanents dont deux pour les pays industrialisés et trois pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

L'extension du droit de veto n'était au départ pas prévue, mais les États-Unis se sont opposés à ce plan.

2004: Kofi Annan - septième secrétaire général des Nations Unies - réunit le groupe de personnalités de haut niveau et présente deux modèles de réforme : le premier propose la création de six nouveaux sièges permanents et de trois non-permanents, sans toutefois évoquer une quelconque extension du droit de veto pour les nouveaux États membres.

Le second promet l'ajout d'un nouveau siège non-permanent ainsi qu'une élection de huit membres élus pour quatre ans et rééligibles. En 2020, l'ONU devait se prononcer sur l'un ou l'autre.

2005: le G4, qui englobe l'Allemagne, le Brésil, l'Inde et le Japon, proposent, soutenus par 30 autres pays, l'apparition de six sièges permanents et de quatre sièges non-permanents.

Les désaccords avec l'Union Africaine font avorter le projet.

Emma Peatier et Alexia Hardy

Un nouveau système financier pour plus d'équité et de stabilité



Toujours ébranlé par la crise, le monde a aujourd'hui plus que jamais besoin de revoir son économie, de concevoir un nouveau système financier durable, stable et équitable. Après les semis échecs des nombreuses organisations commerciales, les désaccords politico-économiques du G7 et du G20 et la remise en cause de la toute puissance américaine, les débats risquent d'être mouvementés.

Le Conseil économique et social visera l'équité, c'est à dire un moyen de rassembler les intérêts des pays en développement et des pays développés, de concilier puissances émergentes et vieilles économies déclinantes. Cela sera indispensable afin d'atteindre le consensus qui lui seul permettra réellement de changer les choses. L'équité c'est aussi celle entre acteurs privés. Comment prévenir au niveau mondial la montée du chômage ? Comment éviter un enrichissement basé sur l'appauvrissement d'autrui ?

Il visera aussi la stabilité. Le monde moderne a déjà connu quatre crises économiques majeurs qui ont déstabilisées la terre entière. L'une a conduit à la seconde guerre mondiale. Cela ne doit plus jamais se reproduire, il faut donc s'assurer que ce nouveau modèle financier soit capable d'absorber les effets d'imprévus économiques. Il faudra donc s'efforcer de prévenir la multiplication des prêts et de la spéculation.

Mais les intérêts divergent fortement. Les désaccords explosent même au sein de l'Union Européenne. Les États-Unis voudraient, eux, conserver leur leadership face aux puissances émergentes comme la Chine. Ces dernières souhaiteraient être d'avantages reconnues, au même titre que les pays en développement, sur la scène financière internationale. Le conseil économique et social a du travail pour parvenir à des compromis satisfaisants.

Yohann Bucas, Nathan Schinazi et Ilyas Nicolaïdis

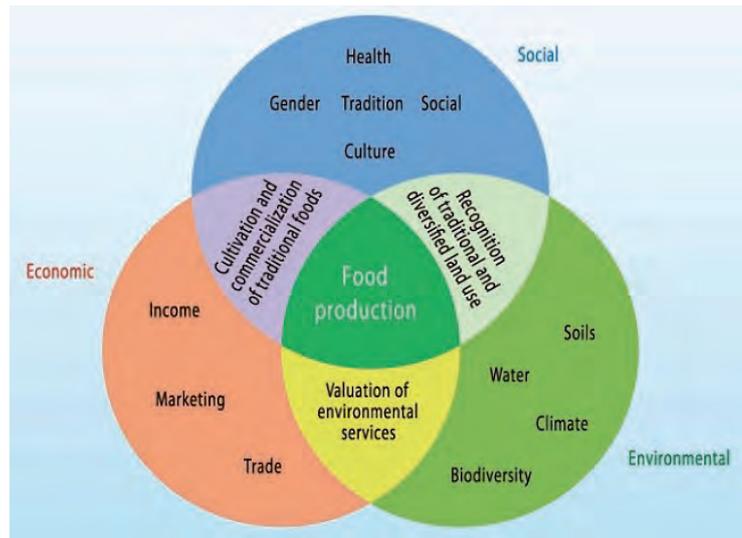
Ecology? Sustainable development?

THAT'S OLD STUFF. WELCOME TO THE XXITH CENTURY NOW WE HAVE ECO-FARMING.

What is eco-farming?

It's an ecological way of farming. Quite a strange concept. Farming is about nature and nature is the basis of ecology, so what's going on? The Eco-farming "way" defies our older way of farming which may arouse pandemonium within the agricultural world.

Eco-farming is built by three pillars: Environmental and Social benefits, and Objectives. The Environmental and Social pillars consist of : raising the population's awareness of consumerism and production all the while protecting and re-starting our natural ecosystems. However, they diverge on their Objectives. The first, searches to complete sustainability by conserving water and redirecting waste which enables the regeneration of soil. Whereas, the other one is centered on minimizing toxic waste while keeping the economic numbers up.



GROUNDSWELL INTERNATIONAL.
WHAT IS AGROECOLOGY? WHY DOES IT WORK?

So what is it opposing?

Nowadays, the technological triumph created by the survivors of the Second World War is called monoculture. This practice, growing single crops intensively on a large scale, is the first form of agriculture responsible for our dramatic situation.

This farming method drenches our supply of nutrients without any form of replenishment and also attracts high amounts of insects and weeds. Therefore, that becomes the perfect excuse to use loads of pesticides and chemical products. But it gets worse, the weeds have started developing what scientists call "resistance" (a form of immunity towards pesticides). So now, cultivators drown their crops with more pesticides in hope of destroying the unwanted weeds..

Although is this truly a solution? We cannot be sure, many questions are to be answered. How can we bring a new system that we aren't sure can cope with the world's increasing population? Is it possible that, at last, we have found the solution to hunger? Can we change or do we need to educate ourselves differently in order for it to happen?

Chiara Ferrari and Keliame Camous

Les ressources naturelles, une gestion conflictuelle ?

La gestion des ressources naturelles est le problème de tous, tant au niveau local qu'à l'international. Devenues un véritable marché, elles représentent aujourd'hui des enjeux politiques primordiaux. Elles sont vitales, et stratégiques comme l'eau, le pétrole, l'uranium, métal...) Elles sont fondamentales à la survie humaine et leurs exploitations répondent aux besoins de nos sociétés.

Quelles seraient les effets d'une mauvaise gestion des ressources naturelles?

40 % du total des conflits qui ont lieu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont liés aux ressources naturelles selon le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). Par conséquent, on ne peut que réaliser l'importance de celles-ci. Ainsi, une mauvaise gestion des ressources naturelles mènerait à un appauvrissement d'une société qui engendrerait de nouveaux types, non pas de conflits, mais de tensions au sein d'un pays.

Prenons l'exemple de la Bolivie. En 2000, on appelle "La guerre de l'eau" la série de mobilisations sociales de Cochabamba, capitale du pays. En fait, ces manifestations de révolte sont dues à la privatisation du système municipal de la gestion de l'eau. La filiale du groupe américain Bechtel, *Agua del Tunari* a en effet doublé les prix de l'eau; creusant considérablement le fossé déjà existant entre pauvres et riches. Le film *También la lluvia* d'Icíar Bollain illustre parfaitement ce combat contre la firme multinationale et la violence lors des manifestations.

MANIFESTATION MENÉE PAR DANIEL,
LE PROTAGONISTE DU FILM, *TAMBIÉN
LA LLUVIA*.



Peut-on voir des tensions au niveau international?

Les conflits internationaux sont majoritairement liés au désir de contrôler les matières premières. Pourquoi ? Qui contrôle la source des matières premières, contrôle aussi leurs coûts. En effet, en fonction de leur rareté, leur prix connaissent une inflation. N'oublions pas la Guerre du Golfe de 1990 à 1991. Rappelons que l'origine de l'invasion du Koweït par l'Irak est surtout synonyme d'énormes enjeux pétroliers. En envahissant le Koweït, Saddam Hussein contrôlait 20 % des sources de pétrole mondiales. Ce qui gênait bien évidemment les 34 pays de la coalition qui déclenchent le 17 février 1991, l'opération "Tempête du désert" faisant des milliers de morts.

Iris Colardeau

Pour une éducation à la citoyenneté environnementale

Les élèves d'aujourd'hui hériteront de la planète de demain. Ils devront faire face à un monde plus pollué, plus chaud, menacé par la montée des eaux. La génération précédente s'est montrée incapable de lutter contre ce phénomène. Il est à présent primordial de faire comprendre aux jeunes l'importance de la préservation de l'environnement.

Instaurer une culture verte

La culture verte désigne une mobilisation politique, mais aussi citoyenne face aux défis du développement durable. Celle-ci prend actuellement de l'ampleur.

Les projets se multiplient en effet à toutes les échelles. Depuis les petites associations, comme "La ruche qui dit oui" qui permet de faire ses courses en ligne auprès des producteurs locaux en France jusqu'aux villes vertes comme la ville de Reykjavik (Islande) qui se chauffe par géothermie. Le but de l'éducation à la citoyenneté environnementale sera donc d'amener les jeunes à envisager cette culture verte comme une facette normale de leur vie.

Cette problématique occupe une place majeure pour les pays en voie de développement. Ceux-ci s'industrialisent rapidement et n'accepteront pas de ralentir leur croissance pour préserver l'environnement. Il faut donc que les nouveaux industriels soient conscients de l'importance de la préservation de l'environnement, afin de permettre une "croissance verte" des pays en voie de développement.

A l'épreuve du climatoscepticisme

37 % des français estiment que les thèses du GIEC (groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur l'impact des gaz à effet de serre sur le climat n'est pas une certitude. Il faut donc que l'ONU (qui reconnaît les travaux du GIEC) s'engage fortement contre ceux qui nient l'impact de l'homme sur le réchauffement climatique.

Que penser en effet de Claude Allègre, ancien ministre de l'Éducation Nationale, et aujourd'hui chef de file du mouvement climatosceptique français?

Il risque donc d'être difficile d'écarter les théories climatosceptiques de l'éducation des jeunes.

Dans ce domaine, les délégués risquent d'être confrontés à un problème de taille : les USA. Le président Donald Trump nie en effet l'existence du réchauffement climatique. Les Etats-Unis devraient donc refuser d'orienter l'éducation vers la sensibilisation écologique. Or, les USA pèsent fortement dans la balance diplomatique. Mais, n'oublions pas qu'ils ne vaudront toujours qu'une voix...

Isabel Cope et Yohann Bucas

¿Una juventud eclipsada por la vejez en 2050?

El envejecimiento de la población, supone una crisis demográfica para el futuro de nuestra sociedad

España alcanza en 2015 un porcentaje de 19% de personas mayores de más de sesenta y cinco años. Además, un ciudadano de cada cinco goza de su periodo de jubilación. Por otra parte, la esperanza de vida aumenta: 85,8 años para las mujeres y 80 años para los hombres. Pero aún hay más...

¿Cuáles son las causas de esta crisis demográfica?

Una de las paradojas del siglo XIX en España, es la disminución de la tasa de natalidad y el fuerte aumento del número de ancianos. Todo esto origina la falta de apoyo de las generaciones más mayores, conducta que perdura en la actualidad. Los años setenta, no sólo nos regalaron a los Bee Gees, sino también un milagroso “baby-boom” complementado de numerosos progresos médicos que dotaron a la población de veinte años más, para disfrutar de la jubilación. En Italia, la crisis económica y el paro juvenil provocan un cierto retraso en la procreación. Es por ello que las cotizaciones disminuyen y la economía del país entra en una fase de ralentización. Actualmente, la población más mayor constituye el 8,5% de la población mundial, de cara al futuro 17% en 2050, suponiendo sin duda un fuerte aumento.

Unas consecuencias memorables

Las pensiones españolas son pagadas por el estado que necesita a cuatro cotizadores para sostener a un pensionista. En efecto, una de cada cinco personas dependen de sus pensiones, ya que no tienen trabajo y por lo tanto no son considerados cotizadores activos. Esta situación desencadena entonces la insostenibilidad de las pensiones. En sí, la tasa de dependencia se acentúa: 100.000 a 150.000 inmigrantes forman parte de la población activa cada año en España. Sin olvidar que una gran parte de los gastos públicos representan un tercio de la totalidad del estado.

Los gastos del sector que se acentúan son otro resultado. Los ancianos son más numerosos y la población es menos activa, lo que desencadena una degradación del presupuesto público.

Como consecuencia, una menor población activa causa un menor número de activos para sostener a la sociedad. Esto se traduce por una notable bajada del PIB. La riqueza conoce una era de gran desvalorización, para nada favorable al país.



Fotografía una pareja de ancianos en un parque de Madrid © Jaime Villanueva

**Suivez les différents comptes
du NUMAD !**

 numad2017

 numad2017

 NUMAD: Nations Unies Madrid